

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

CONSÉQUENCE DE LA SUPPRESSION DE LA RETRAITE AVANT 60 ANS

Le débat s'ouvre enfin !

Depuis l'annonce, le 5 juin, par le gouvernement de la suppression du dispositif des retraites proportionnelle et sans condition d'âge, un débat est en train d'être amorcé, par médias interposés. Nous en publions ci-dessous les premiers éléments.

«La suppression de la préretraite décidée lors de la dernière tripartite est une solution sage qui aura un impact significatif sur les dépenses de la Caisse nationale des retraites (CNR) dans la mesure où ces dernières vont forcément ralentir. En même temps, la croissance des recettes devra s'accroître sur le long terme vu que les travailleurs cotiseront plus longtemps», a expliqué à l'APS le docteur en économie et statistiques appliquées, et par ailleurs maître de recherche au Centre de recherche en économie appliquée au développement (CREAD).

Le chercheur prédit également une «baisse» des transferts de l'Etat au titre de son budget social, conséquemment à la suppression de la préretraite. Une réforme au niveau de cette caisse devrait affecter de la même façon les travailleurs de tous les secteurs d'activité avec une couverture retraite «plus présente» dans les secteurs de services par rapport à ceux de l'agriculture ou du bâtiment et travaux public (BTP), où les taux de cotisation sont moins importants, note-t-il.

«Cette réforme est nécessaire, mais ce n'est pas la meilleure qui soit»

Tout en qualifiant la réforme décidée par le gouvernement de «nécessaire», M. Merouani considère néanmoins qu'elle n'est pas la meilleure qui soit pour assurer la pérennité du système de retraite algérien», dans la mesure notamment où elle incitera les jeunes travailleurs à l'informalité.

L'universitaire s'attend ainsi à «un impact sur le comportement de la jeune population occupée sur le marché du travail, dans le sens où elle ne sera pas incitée à s'affi-

lier à la Sécurité sociale avant l'âge de 28 ans». «Pour les individus les moins prévoyants, la retraite apparaît lointaine et l'affiliation au système de sécurité sociale loin d'être une priorité. Le travail informel est plus attractif pour les jeunes de moins de 28 ans», argumente-t-il, se référant aux données des enquêtes nationales sur l'emploi auprès des ménages.

En plus d'exposer cette population aux risques de précarité sociale à l'âge de la retraite, ce comportement occasionnera «un manque à gagner» à la CNR du fait du non-recouvrement des cotisations de ces travailleurs, observe-t-il, soulignant «la nécessité d'une réflexion autour des moyens d'assurer une couverture retraite universelle».

A propos de la littérature sur l'économie des retraites

Plus concrètement, le chercheur préconise le recours à d'autres réformes «complémentaires», citant deux types «particulièrement discutés dans la littérature sur l'économie des retraites». Il s'agit des réformes dites «paramétriques» consistant à conserver la structure du système de retraite, tout en modifiant certains paramètres-clés, tels que les taux de cotisation ou l'âge de départ à la retraite», explique-t-il.

Le deuxième type de réforme étant le «non-paramétrique», consistant à «modifier l'architecture globale du système de sécurité sociale, ou bien à le remplacer carrément par un nouveau système», poursuit-il. M. Merouani suggère, dans ce cadre, plusieurs pistes de solutions, dont celle consistant en «la modification» du principe de calcul de la pension de sorte à obliger les travailleurs à cotiser plus longtemps (plus de 35 ans) pour

bénéficier d'un taux de remplacement maximum (80%). «Cette réforme a le même effet (allonger la durée de cotisation) que la suppression de la retraite sans condition d'âge, mais sans décourager les jeunes travailleurs de moins de 28 ans à cotiser pour leur retraite», argumente-t-il.

L'autre proposition consiste à «allonger la période servant de base de calcul du salaire de référence de 5 à 7, voire à 10 ans, l'intérêt étant de réduire le déficit de la CNR tout en ne pénalisant pas tellement les travailleurs».

«Une décision qui permet d'assurer l'équilibre financier de la CNR»

Pour le président de l'Association nationale des économistes algériens, Saâdane Chebaïki, l'institution du système de départ à la retraite sans condition d'âge ou ce qui est communément appelé

comme retraite anticipée empêchera plusieurs travailleurs et employés de «fuir» leurs postes de travail pour aller exercer ailleurs en bénéficiant en même temps d'une retraite anticipée.

M. Chebaïki, qui est également professeur à l'université 3 d'Alger, a estimé que le rétablissement de la retraite à 60 ans permet de préserver la justice sociale et de consacrer entre tous les travailleurs car, a-t-il relevé, il s'agit d'un système de mutualisation entre les générations de travailleurs en ce qui concerne les cotisations pour les pensions de retraite. «C'est une décision qui permet d'assurer l'équilibre financier de la Caisse nationale de retraites», a-t-il précisé, estimant qu'à l'instar des autres pays, le

LSR



travailleur doit donner le maximum et le meilleur de lui-même pour pouvoir jouir d'une retraite à la fin de sa carrière.

Réagissant aux travailleurs qui revendiquent le maintien de la retraite anticipée, M. Chebaïki a estimé qu'ils n'ont pas d'arguments ou de justificatifs à faire valoir.

Toutefois, il a recommandé de continuer d'appliquer «éventuellement» le départ à la retraite sans limitation d'âge à une certaine catégorie de travailleurs, citant à cet effet ceux qui exercent des métiers pénibles comme ceux des hauts fourneaux des complexes sidérurgiques ou ceux qui sont sur le terrain au sud du pays, dans les champs et les forages pétroliers.

«Risque d'engendrer des conséquences négatives sur le front social»

De son côté, le vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), Mustapha Mekidèche, a indiqué que «la révision du système des retraites n'est pas une priorité», argumentant ses propos par le refus de la dernière tripartite de la proposition de porter l'âge de départ à la retraite à 65 ans. «On ne devrait pas ouvrir d'autres fronts, mais plutôt s'intéresser à d'autres aspects encore plus prioritaires», a-t-il soutenu, recommandant d'avancer sur d'autres dossiers de la réforme.

«Il faut plutôt s'intéresser au dossier des transferts sociaux et d'augmentation des prix, y compris dans le secteur de l'énergie où il y a un gaspillage énorme», a-t-il dit, mettant l'accent sur l'investissement hors hydrocarbures. «Le dossier relatif au travail, aux salariés et aux retraités demeure très sensible car c'est un aspect qui risque d'engendrer des conséquences négatives sur le front social», a averti M. Mekidèche.

LSR

L'amendement de l'ordonnance de 1997, une revendication constante de la FNTR

L'amendement de l'ordonnance de mai 1997 a toujours constitué une revendication de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR). Réunie fin mai 2016, la commission exécutive de la FNTR a appelé les pouvoirs publics à trouver les mécanismes adéquats permettant d'amender la loi 83-12 (relative au système de retraite) et l'ordonnance 97-13 afin de trouver des solutions pour augmenter les recettes de la sécurité sociale en général et de la CNR en particulier. Les membres de la commission ont constaté qu'en 2015, «sur 10 dépôts de dossiers de retraite au niveau de la CNR, 7 travailleurs actifs sont des retraités proportionnels». Ils ont relevé à cet égard que «les recettes versées par la Cnas et celles du Trésor public (estimées à 50% du budget) ne suffisent plus à couvrir les dépenses de la caisse».

Selon la direction générale de la Sécurité sociale au ministère du Travail, contrairement à une idée reçue, les départs à la retraite, avant l'âge de 60 ans, de près de 830 000 travailleurs, en plus d'engendrer des pertes de cotisations et de compétences professionnelles, ne sont en rien générateurs d'emplois.

La CNR verse, chaque année, 770 milliards de dinars sous forme de pensions à environ 1 600 000 retraités, dont plus de 50% ont quitté leur emploi avant l'âge de 60 ans. La continuité du financement de la retraite est fondée sur le principe de solidarité intergénérationnelle. Toutefois, le départ «précoce» des personnes actives entraînent des versements à leur profit de pensions «pendant une durée assez longue» et provoquent une «rupture» de cette solidarité, constate la même source.

«Une exception qui a fini par devenir une règle»

De son côté, l'économiste et enseignant à l'université Saâd-Dahleb de Blida, Kamel Rezig, a rappelé que le départ à la retraite sans condition d'âge est «une exception qui a fini par devenir une règle». Il s'agit d'une disposition décidée dans le cadre des réformes structurelles imposées par le Fonds monétaire international (FMI) à l'Algérie dans les années 1990, pour atténuer les effets de la crise économique. Ainsi au lieu de licencier des travailleurs, le recours au départ en retraite sans limitation d'âge avait été adopté, d'où la promulgation de l'ordonnance 97-13. M. Rezig a estimé que cette disposition aurait dû être rectifiée après avoir dépassé

la crise économique suivie d'une embellie financière, relevant que cette situation a amené les travailleurs à considérer le maintien du départ à la retraite anticipée comme étant un «acquis».

«Perte pour l'économie nationale»

Cet économiste a qualifié de «perte pour l'économie nationale» le départ en retraite de plusieurs cadres à 50 ans ou moins, alors qu'à cet âge qu'il sont en mesure de donner le meilleur d'eux-mêmes du fait de leur maturité et de leur expérience. M. Rezig a ainsi suggéré d'aller vers une solution à même d'arranger